

une meilleure justice sociale lorsque le moment viendra de répartir les avantages de l'aide internationale.

Mais dans la réalisation de ces deux grands objectifs - meilleure sensibilisation du public à la nécessité d'accroître l'aide et obtention d'une justice sociale plus grande dans les pays en développement -, le Commonwealth peut jouer un rôle institutionnel clé, rôle que les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ont reconnu depuis quelques années. Par exemple, la réunion de 1979 des chefs de gouvernement a donné lieu à des déclarations tout à fait explicites sur la validité de ces objectifs, ainsi que sur les objectifs globaux nécessaires à l'instauration d'un ordre économique plus juste. Fait particulièrement intéressant, nombre des points d'entente à cette réunion se retrouvent dans le rapport de la commission Brandt. Certains des faits saillants de la réunion du Commonwealth de 1979 nous sont déjà bien connus. Par exemple:

- La reconnaissance du fait que la persistance du phénomène de la pauvreté généralisée a mieux fait sentir la nécessité urgente d'un ordre économique plus rationnel et équitable.

- Un déploiement efficace des ressources mondiales donnant à tous les pays la même possibilité de participer exigerait l'acceptation générale des aménagements de structure nécessaires ainsi que l'adoption de politiques pour effectuer ces changements et améliorer les possibilités de croissance économique globale, de ralentissement de l'inflation et de rationalisation des ressources humaines et matérielles.

- L'urgence de mieux sensibiliser le public à la nécessité de changements chez les membres d'une communauté internationale interdépendante.

- La nécessité pour les pays développés du Commonwealth de reconnaître l'importance d'un accroissement et d'une stabilisation des niveaux de l'aide, des crédits et des investissements dans les pays en développement.

Nous pourrions allonger la liste. Mais le fait est que ce début de prise de conscience des nouvelles politiques et structures économiques qui peuvent permettre un partage plus équitable des ressources de la planète est reconnu depuis quelque temps déjà par cette institution qu'est le Commonwealth. Le Canada, pour sa part, continuera à utiliser le Commonwealth - ainsi que les organismes des